

A.D.S.E.A.M

64 rue de la Marne
50000 SAINT-LÔ

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2024
SIREN 780916011

TALENZ ALTEIS AUDIT

(Siège) Le Trifide - 18 rue Claude Bloch | 14050 Caen Cedex 4 | Téléphone : 02.31.46.23.23 | E-mail : secretariat-caen@talenz-alteis.fr
62 rue de la Chaussée d'Antin | 75009 Paris | Téléphone : 01.40.16.79.80 | E-mail : secretariat-paris@talenz-alteis.fr

www.talenz-audit.fr

SAS au capital de 124 000 € | SIRET 33971386900016 | RCS Caen 339 713 869 | TVA Intracommunautaire FR 61339713869
Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Normandie

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'A.D.S.E.A.M,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'A.D.S.E.A.M relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe « Faits majeurs de l'exercice » qui mentionne notamment l'acquisition d'une maison d'hébergement sur le Service Accompagnement Jeunesse, ainsi que la diminution des dotations globales consécutive à une sous-activité constatée sur ce même service et sur le Service en Milieu Ouvert.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment concernant les subventions perçues par l'Association et la conformité de la présentation des comptes annuels par rapport au référentiel associatif.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Caen,

TALENZ ALTEIS AUDIT SAS

Manuel LE ROUX

Commissaire aux comptes
Associé

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF	Année N			ANNEE N-1
	BRUT	Amort/Prov	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets	76 767	53 357	23 409	
Fonds commercial				
Autres				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	294 303	10 785	283 518	283 517
Constructions	9 673 833	5 891 838	3 781 995	3 726 746
Install. techn., mat. & outill.	1 731 372	1 541 148	190 225	233 054
Autres	5 464 489	4 005 905	1 458 584	1 123 730
Immobilisations en cours	65 849		65 849	397 685
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	9		9	8
Créances rattachées à particip.				
Autres titres immobilisés	29		29	29
Prêts	33 143		33 143	13 580
Autres	40 499		40 499	37 534
TOTAL I	17 380 294	11 503 034	5 877 260	5 815 883
Comptes de liaison				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks de matières premières	14 016		14 016	22 544
En cours de production et services				
Stocks produits finis				
Stocks de marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
Clients et comptes rattachés	291 884	6 500	285 383	212 178,00
Autres créances	274 255		274 255	433 213
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	18 398 684		18 398 684	18 016 481
Charges constatées d'avance	89 362		89 362	48 134
TOTAL III	19 068 200	6 500	19 061 699	18 732 549
Charges à répartir/plus. exercices				
Primes de remb. des emprunts				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	36 448 493	11 509 534	24 938 959	24 548 432

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

PASSIF	ANNEE N	ANNEE N-1
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	215 987	213 987
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	2 960 941	2 923 090
Réserves de compensation	1 962 717	1 818 888
Réserves de trésorerie	1 215 198	1 215 198
Autres réserves	483 951	64 066
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	183 661	221 194
Report à nouveau (gestion contrôlée)	2 014 097	1 036 946
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-245 822	-131 405
Charges des activités SMS prise en compte différée	-925 168	-1 010 919
Excédent ou déficit de l'exercice	-652 054	174 276
Situation nette (sous-total)	7 213 510	6 525 321
Subventions d'investissements	2 260 780	2 422 828
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Amorts dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	37 823	42 292
Réserves des plus-values nettes d'actif	4 312 538	4 085 087
TOTAL I	13 824 651	13 075 528
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	6 837 917	6 627 342
TOTAL II	6 837 917	6 627 342
PROVISIONS		
Provisions pour risques	165 855	1 107 879
Provisions pour charges		
TOTAL III	165 855	1 107 879
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès établis. de crédit	170 161	193 607
Emprunts et dettes financières diverses	28 380	27 833
Avances et acomptes reçus sur com. en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	623 328	695 038
Dettes fiscales et sociales	2 744 229	2 548 973
Dettes sur immobilisations et comptes rattach.	5 174	-5 770
Autres dettes	118 087	101 198
Produits constatés d'avance	421 177	176 804
TOTAL IV	4 110 537	3 737 684
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	24 938 959	24 548 432

	EXERCICE 31/12/2024	EXERCICE 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	580	580
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 163	944
Ventes de prestations de services	641 198	571 613
Production stockée		
Produits de tiers financeurs	22 142 807	20 687 522
Concours publics et subventions d'exploitation		
Ressources liées à la générosité du public		0
<i>Mécénats</i>		0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et	324 274	276 003
Utilisations des fonds dédiés	34 616	221 371
Autres produits	154 230	75 271
Total I	23 298 868	21 833 305
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de matières premières et autres approvisionnement	13 647	6 398
Autres achats et charges externes	4 792 458	4 131 894
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 285 230	1 273 779
Salaires et traitements	11 750 842	9 976 164
Charges Sociales	4 454 024	3 790 465
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	717 388	685 661
Dotations aux provisions	576 884	1 394 186
Reports en fonds dédiés	420 081	685 415
Autres charges	172 622	64 322
Total II	24 183 175	22 008 285
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-884 307	-174 980
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	456 402	394 257
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total III	456 402	394 257
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 270	4 175
Total IV	6 270	4 175
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	450 132	390 082
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-434 175	215 103
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	44 629	84 214
Sur opérations en capital	189 131	534 247
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	69 743	199 888
Total V	303 503	818 350
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	32 859	48 000
Sur opérations en capital	2 581	39 302
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	389 497	709 839
Total VI	424 937	797 141
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-121 434	21 209
Impôt sur les Sociétés	96 443	62 036
Total des produits (I+III+V)	24 058 773	23 045 912
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	24 710 825	22 809 601
EXCEDENT OU DEFICIT	-652 052	174 276
	Reprise N-2	
	707 346	529 699
Excédent global de l'exercice	55 294	703 975

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de cet exercice :

Le Pôle Médico-Social est passé administrativement sous la forme de dispositifs

Le Service Accompagnement Jeunesse a acquis une maison destinée à héberger des adolescents qui sont actuellement logés à La Guérie. Le montant de cet investissement, avant travaux, est de 303 K€

Le Service en Milieu Ouvert, ainsi que le Service d'Accompagnement Jeunesse ont subi une diminution de leurs dotations globales justifiée par la sous-activité. L'impact est de :

-403 K € pour le S.A.J.

-542 K€ pour le S.M.O.

Par ailleurs, ces deux établissements n'ont pas obtenu de financement au titre des oubliés du Ségur soit -38 K€ pour le S.A.J et - 54 K€ pour le S.M.O

L'association présente une provision d'indemnités de fin de carrière de 1,489 M€ qui couvre près de 85 % du besoin

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 sont établis et présentés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 sous réserve des dispositions particulières du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non lucratif. Ce dernier a été modifié par le règlement ANC n°2020-08.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels sont arrêtés conformément au règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif et en tenant compte des dispositions réglementaires applicables à notre secteur ; l'instruction M22 bis pour les établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif.

Objet social et moyens

L'Association a pour objet de contribuer au développement des potentialités des personnes prises en charge, pour favoriser leur accès à l'autonomie et les accompagner dans la construction de leur projet de vie.

Cette finalité repose sur les objectifs généraux suivants :

- * prévenir les inadaptations et les exclusions des personnes, jeunes ou adultes,
- * favoriser leur épanouissement, leurs capacités à s'assumer et à s'insérer dans la vie sociale,
- * développer les moyens d'intégration et les supports leur permettant d'avoir une utilité sociale, un rôle à assumer,
- * les accompagner au plus près de leurs besoins dans l'évolution de leur parcours de vie,
- * s'appuyer sur une démarche d'amélioration continue pour garantir la qualité des pratiques mises en œuvre par l'Association

Afin de réaliser son projet, l'Association pourra recourir aux moyens d'action suivants, dans le département de la Manche et, le cas échéant, dans d'autres départements :

- * étude et analyse des besoins et proposition de réponses,
- * création et gestion d'établissements et de services dans le secteur social, médico-social et sanitaire,
- * proposition ou participation aux plans départementaux et régionaux visant toutes réalisations, actions, recherches, études et formations tendant aux mêmes fins,
- * de manière accessoire, vente de produits et prestations de services, et notamment un service de restauration.

IMMOBILISATIONS (avis CNC du 4 mai 2007)

Elles ont fait l'objet d'un traitement conformément au règlement comptable 2002-10 et 2004-06 sur les actifs et aux dispositions du décret du 30 septembre 2005.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- | | |
|---------------------------|----------------|
| - Logiciels | de 1 à 5 ans |
| - Bâtiments | de 10 à 50 ans |
| - Installations générales | de 5 à 10 ans |
| - Matériels | de 1 à 15 ans |
| - Agencements divers | de 1 à 10 ans |
| - Matériels de transports | de 2 à 10 ans |
| - Matériels de bureau | de 1 à 10 ans |
| - Mobiliers | de 1 à 20 ans |

STOCKS

Les stocks ont été évalués au prix d'achat toutes taxes.

TRESORERIE

L'association a souscrit auprès du Crédit Mutuel des bons de caisse permettant de rémunérer ses excédents de trésorerie. Les bons de caisse souscrit et le compte miroir s'y rapportant n'ont pas été comptabilisé dans les comptes annuels. Les intérêts à recevoir à la clôture ont été pris en compte

METHODES DEROGATOIRES

On rappellera que les produits financiers suivent le même traitement que les plus-values réalisées sur éléments d'actif. Ils sont portés à un compte de provisions réglementées : 'Différence sur réalisations financières'.

AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Des fonds dédiés concernant la réhabilitation du CHRS à hauteur de 161 950 € ont été repris et dotés au poste des amortissements dérogatoires en 2007 car ces fonds venaient financer des investissements. En 2020, ce poste fait l'objet d'une reprise au rythme des amortissements des travaux financés. La valeur restant à reprendre au 31/12/2024 est 37 825 €

FONDS DE DEDIES

Sur la base des excédents constatés dans les établissements sous contrôles, les financeurs peuvent être amenés à accorder des provisions diverses ne respectant pas les règles du Plan Comptable Général et la définition des provisions.

Au bilan général de l'association, ces provisions étant des sommes affectées à la couverture de charges futures sont présentées au passif dans la catégorie des fonds dédiés. Un tableau annexe donne l'évolution de ces fonds sur l'exercice par catégories de dépenses couvertes.

Définition : Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

ENGAGEMENTS

CF. Faits majeurs

ADSEAM

COMPTES EPARGNES TEMPS

A compter de l'exercice 2014, les dettes relatives aux provisions des Comptes Epargne Temps qui figuraient initialement en fonds dédiés, sont présentées en dettes fiscales et sociales conformément à la recommandations de la CNCC.

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

L'association ne dispose d'aucun cadres dirigeants bénévoles et salariés. Elle ne verse donc aucune rémunérations à ce titre

Correction Reprise N-2 présentée au compte de résultat

Reprise N-2 au CA : 707 346 €

Provision inscrites à la demande des financeurs CA 2024 :

Reprise N-2 au compte de résultat : 707 346 €

Les financeurs ayant attribué des provisions sur le CA 2024, ces modifications ont été annulées au bilan général.

Afin de respecter les règles du plan comptable général, les provisions ont été mouvementé par le compte reprise de provisions.

ETAT DES PROVISIONS

Des travaux de mise aux normes du patrimoine immobilier ont été provisionnés dans les comptes de l'association. Mais à ce jour, nous ne disposons pas d'une évaluation précise au vue de l'évolution des normes,

LITIGES EN-COURS

Des litiges prud'homaux sont en-cours. Ils ont été provisionnés dans les comptes par prudence même si nous pensons qu'il ne feront pas l'objet de condamnation pour l'intégralité des griefs,

Le montant total de la provision est de 121 192 €.

INFORMATION REQUISE PAR L'ARTICLE R123-198-9° DU CODE DE COMMERCE

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 20 000 € TTC,

ANNEXE

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE ET DES AMORTISSEMENTS

	Immo. Incorporel.	Immo. Corporelles	Immo. Financières	TOTAL
I - VALEURS BRUTES	51 567	16 650 008	51 151	16 752 726
Augmentation	25 200	1 098 393	26 092	1 149 685
Diminution		518 554	3 563	522 117
Situation 31.12	76 767	17 229 847	73 680	17 380 294
II - AMORTISSEMENTS	51 567	10 885 277		10 936 844
Augmentation	1 790	730 405		732 195
Diminution		166 005		166 005
Situation 31.12	53 357	11 449 677		11 503 034
III - VALEUR NETTE (I - II)	23 410	5 780 170	73 680	5 877 260

ETAT DES PROVISIONS

	Début exercice	Augment. Dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
I - PROVISIONS REGLEMENTEES	4 127 379	304 697	81 716	4 350 360
II - PROV. RISQUES ET CHARGES	1 107 878	12 416	954 441	165 853
III - PROV. / IMMOBILISATIONS				
IV - SUR ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances	6 002	1 131	633	6 500
V - AUTRES PROVISIONS				
TOTAL I+II+III+IV+V	5 241 259	318 244	1 036 790	4 522 713
dont DOTATIONS _ d'exploitation				
ET _ financières				
REPRISES _ exceptionnelles				
dont Affectations & Décisions Financeurs				

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	TOTAL	1 AN AU +	+ DE 1 AN
Créances immobilisées			
Créances clients	291 884	291 884	
Autres créances	274 255	274 255	
Charges constatées d'avance	89 362	89 362	
Résultats déficitaires sous contrôle de tiers financeurs			
TOTAL	655 501	655 501	
Montant des prêts en cours d'exercice	Accordé Remboursé		

ETAT DES DETTES	TOTAL	1 AN AU +	+ DE 1 AN
Dettes financières	198 541	52 413	146 128
Dettes fournisseurs	628 503	628 503	
Dettes fiscales et sociales	2 744 229	2 744 229	
Autres dettes	118 087	118 087	
Produits constatés d'avance	421 177	421 177	
Excédents sous contrôle tiers financeurs			
TOTAL	4 110 537	3 964 409	146 128
Emprunts en cours d'exerc.	Souscrits Remboursé		

ANNEXE

PRODUITS A RECEVOIR

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés.....	11 757
Autres créances.....	191 525
TOTAL	203 282

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	156 756
Dettes fiscales et sociales.....	1 731 117
Autres dettes.....	13 220
TOTAL	1 901 093

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation.....	89 362	421 177
TOTAL	89 362	421 177

ANNEXE

ETAT DES FONDS DEDIES

	Début exercice	Augment. Dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Indemnités fin de carrières	1 130 645	450 340	91 860	1 489 125
Travaux	4 551 078	544 033	576 613	4 518 497
Ressources humaines	945 618	31 174	146 498	830 294
TOTAL	6 627 341	1 025 547	814 971	6 837 916

dont dotations et reprises :
dont décisions des financeurs
autres :

ANNEXE

**CONCORDANCE ENTRE COMPTES ADMINISTRATIFS ET CONSOLIDE
RECAPITUALTIF DES COMPTES ADMINISTRATIFS**

STRUCTURE	Résultat sur balance comptable	Reprise N-2	Résultat comptable (y compris reprise N-2)
SIEGE	41025,52		41 025,52
FAS/MECS	-359 965,55	385 674,03	25 708,48
AEMO	105 596,43		105 596,43
M.J.I.E	-48 162,20	45 268,25	-2 893,95
DIAPASON	1048,17		1048,17
MEDIATION FAM	407,67		407,67
S.A.J	-495 101,17	59 360,18	-435 740,99
CHRS LE CAP	-38 593,37		-38 593,37
CHRS PREPONT	-45 896,74	-11 733,00	-57 629,74
LHSS	-20 374,01	96 088,00	75 713,99
ACCUEIL DE JOUR ET SERV.LOGEMENT	57 745,57		57 745,57
ACT	113 617,24	132 688,64	246 305,88
AAVA	-7 589,34		-7 589,34
MAISON RELAIS	82 919,23		82 919,23
DISPOSITIF SOUS SUBVENTION	-268,14		-268,14
DIME	-223 302,27		-223 302,27
DITEP	181 004,76		181 004,76
MAS	-15,50		-15,50
ASSOCIATION	3 849,93		3 849,93
TOTAL C.ADMINISTRATIFS	-652 053,77	707 346,10	55 292,33
TOTAL CORRIGE	-652 053,77	707 346,10	55 292,33

BILAN CONSOLIDE

RESULTAT DE L'EXERCICE :	-652 054
RESULTAT SOUS CONTRÔLE DE TIERS FINANCEURS :	707 346
TOTAL RESULTAT	55 292

VARIATIONS DES FONDS PROPRES

	Bilan 31/12/2023	Augmenta tions	Diminutions	Bilan 31/12/2024
Fonds associatifs sans droit de reprise	213 986	2 000		215 986
Subventions d'investissement (renouv.)				
Réserves réglementées	2 923 090	37 850		2 960 940
Réserves de trésorerie	1 215 198			1 215 198
Autres réserves	1 882 950	581 704	17 987	2 446 667
Report à nouveau	115 820	2 110 643	1 199 693	1 026 769
Résultat de l'exercice	174 276	-652 054	174 276	-652 054
Report à nouveau sous contrôle tiers				
Résultats sous contrôle tiers financeurs				
Subventions d'investissement (non renouv.)	2 422 832	31 172	193 218	2 260 786
Provisions réglementées	4 127 379	304 697	81 716	4 350 360
TOTAL	13 075 531	2 416 012	1 666 890	13 824 652

VARIATIONS DES COMPTES DE RESERVES REGLEMENTEES

Etablissements	DEBUT 2024	Augmentation	Diminution	Situation fin 2024
Siège	3 678			3 678
Pôle adolescent	244 596			244 596
CHRS prépont	0			0
	9 353			9 353
Service A.E.M.O.	196 241			196 241
IMPRO Mortain	761 330			761 330
TOTAL Réserve Trésorerie	1 215 198	0	0	1 215 198
Siège	239 280			239 280
Association (ancien subv.invest.)	883 572			883 572
FAS-MECS	25 000	21 698		46 698
CHRS Le Cap	303 193			303 193
CHRS Prépont	12 631			12 631
MAS	152 121			152 121
SESSAD	78 360			78 360
IEM	100 038			100 038
S.A.J	905 267			905 267
Service A.E.M.O.	163 986	16 152		180 138
MJIE	59 641			59 641
TOTAL Excédents affecté à l'investissement	2 923 090	37 850	0	2 960 940
TOTAL GENERAL ADSEAM	4 138 288	37 850	0	4 176 138

VARIATIONS DES AUTRES RESERVES

Etablissements	DEBUT 2024	Augmentation	Diminution	Situation fin 2024
Service A.E.M.O.	167 752			167 752
Subventions	126 577			126 577
Service enquêtes sociales J.A.F.	21 425			21 425
Service enquêtes sociales J.E	954			954
Service I O E / M.J.I.E	52 927			52 927
Service des F.A.S.	68 911			68 911
Service Diapason	46 475			46 475
Service Médiation	106 997			106 997
P.M.S	678 418	63 646		742 064
E.C.F	16 730			16 730
CHRS LE CAP/PREPONT	147 191	53 173	15 987	184 377
L.H.S.S	37 469			37 469
MAISON RELAIS	122 164			122 164
A.C.T	80 301			80 301
SIEGE	26 522			26 522
Association	76 807			76 807
TOTAL Réserve de compensation	1 777 620	116 819	15 987	1 878 452

Etablissements	DEBUT 2024	Augmentation	Diminution	Situation fin 2024
CHRS	11 265		2 000	9 265
MJIE	30 000	45 000		75 000
TOTAL Réserve de compensation des charges d'amortissement	41 265	45 000		84 265

Etablissements	DEBUT 2024	Augmentation	Diminution	Situation fin 2024
CHRS	64 065	419 885		483 950
TOTAL Réserve libre		419 885		483 950

VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (montants nets)

Etablissements	Début 2024	Augmentations	Diminutions	Situation fin 2024
C.R.I.P.P. Mortain	2 250 627	21 590	181 142	2 091 075
CHRS	170 769	9 582	11 946	168 405
SAJ	892			892
SIEGE	538		130	408
TOTAL GENERAL	2 422 826	31 172	193 218	2 260 780

VARIATION DES PROVISION REGLEMENTEES

Etablissements	DEBUT 2024	Augmentations	Diminutions	SITUATION FIN 2024	Observations
Siège	50 759			50 759	
Association	263			263	
C.H.R.S. Le Cap	82 770	1 100		83 870	
	0			0	
C.H.R.S Prépont	761			761	
S.A.J	843 820	300		844 120	
Service A.E.M.O.	680 879			680 879	
C.R.I.P.P. Mortain	331 105			331 105	
<i>sous-total différence sur réalisation d'actif</i>	<i>1 990 357</i>	<i>1 400</i>	<i>0</i>	<i>1 991 757</i>	
Gestion de trésorerie	2 080 486	303 297	77 247	2 306 536	
Siège	120 180	10 676		130 856	
SAJ	450 548	42 139	27 152	465 535	
SMO	328 477	85 034	11 138	402 373	
PMS	841 510	86 666	24 094	904 082	
FAS	106 486	14 501	1 740	119 247	
CHRS	233 285	64 281	13 123	284 443	
CHRS Le Cap					
*amortissements dérogatoires	42 294		4 469	37 825	
*autres	0			0	
ACAU	14 243			14 243	
C.R.I.P.P. Mortain					
* Provision réglementés	0			0	
TOTAL GENERAL	4 127 380	304 697	81 716	4 350 361	
dont dotations et reprises					
* d'exploitation					
* financières					
* exceptionnelles					

(1) correspond aux plus-values sur les placements réalisés qui suivent le même traitement que les plus-values sur immobilisations avec l'accord des organismes financeurs.

DETAIL DES FONDS DEDIES

Etablissements	Début 2024	Augmentations	Diminutions	Situation fin 2024
Siège	29 562			29 562
FAS	38 320		24 642	13 678
S.A.J	608 234			608 234
Services A.E.M.O.	1 150 118	348 551	287 753	1 210 916
C.H.R.S. Le Cap	1 079 419	194 325	241 614	1 032 130
PMS	1 645 425	1 157	22 605	1 623 977
TOTAL TRAVAUX	4 551 078	544 033	576 613	4 518 497
C.H.R.S. Le Cap	51 446	54 890	6 539	99 797
FAS-MECS		23 304		23 304
S.A.J	93 691	109 465	75 670	127 486
Services A.E.M.O.	305 507	123 995		429 502
SIEGE	53 097	2 910		56 007
PMS	626 904	135 776	9 651	753 029
TOTAL RETRAITE	1 130 645	450 340	91 860	1 489 125
Siège	11 657	0	0	11 657
C.H.R.S. Le Cap	287 115		42 395	244 720
FAS/MECS	10 916		10 916	0
A.E.M.O.	101 586	31 174	1 431	131 329
S.A.J	3 646			3 646
PMS	530 698		91 756	438 942
TOTAL RESSOURCES HUMAINES	945 618	31 174	146 498	830 294
TOTAL GENERAL	6 627 341	1 025 547	814 971	6 837 917

DETAIL DES PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Etablissements	Début 2024	Augmentations	Diminutions	Situation fin 2024
C.R.I.P.P. Mortain	0			0
SAJ	317 344	1 500	208 568	110 276
FAS	0	10 916		10 916
AEMO	745 873		745 873	0
CHRS	44 662			44 662
TOTAL AUTRES	1 107 879	12 416	954 441	165 854

SITUATION DES DETTES A LONG TERME

Etablissements/emprunts/date	Montant emprunté	Durée	Capital restant dû au 31.12.2023	Capital annuité 2024	Capital dû à plus d'un an	Observations
<u>Pôle adolescent</u> Crédit mutuel juin-23	140 000	15	135 333	9 333	126 000	Sans garantie
<u>CHRS Le Cap</u> Crédit Mutuel nov 2007	115 000	20	28 916	7 027	21 889	Hypothèque
Crédit Mutuel nov 2007	115 000	20	28 916	7 027	21 889	Sans garantie
TOTAL GENERAL	370 000		193 165	23 387	169 778	

Montant des intérêts courus au 31/12/2024 : 384